

PCF

Parti  
Communiste  
Français

# L'Humain d'abord

Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF  
Semaines du 22 octobre au 4 novembre 2012 – n°109

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

## L'art et le capital

L'impôt sur la fortune appliqué aux œuvres affecterait le mouvement lui-même de l'art. Pendant que le capital marque des points.

C'est un tableau du peintre américain Edward Hopper: la scène représente un groupe de cinq personnages, installés sur des fauteuils de bois, muets, en pleine lumière, face au ciel au-dessus d'un désert, qui attendent... Nous attendons tous... Cette toile présentée au Grand Palais à Paris m'a bouleversé, mais je sais qu'il n'y aura jamais d'Hopper sur les murs de ma maison. Alors, on pourrait considérer que le débat autour des œuvres d'art et l'ISF (l'impôt sur la fortune) ne me concerne pas, ne nous concerne pas... On se tromperait lourdement. Parce qu'il vit sur le champ de bataille féroce dont le budget de la nation en préparation est l'enjeu...

On pourrait spontanément penser que l'inclusion des œuvres d'art dans le calcul de l'impôt sur la fortune est affaire de justice. En effet. Mais en s'efforçant de voir plus loin que le bout de son nez, on constate aussitôt que ce dispositif pourrait avoir des effets désastreux sur le mouvement de l'art lui-même et son marché dans notre pays. Depuis les premiers temps, les communistes français ont bataillé ferme pour l'alliance des forces du travail et des forces de la création. C'est au cœur de notre histoire: les artistes, les écrivains, les cinéastes, les musiciens et tant d'autres n'ont, presque jamais, figuré dans notre imaginaire, dans le camp des «*ennemis de classe*», comme on disait, et comme on dit... Le gouvernement a donc jugé, avec pertinence, contre certains de ses amis, que l'ISF ignorerait les œuvres d'art, comme c'est le cas depuis 1981. Par contre il serait bienvenu de distinguer les collectionneurs et les galeristes des spéculateurs, qui enferment dans la nuit des coffres-forts le travail de grands artistes, comme on stocke des lingots. Un dispositif particulier pourrait être rapidement élaboré...

Une bataille féroce autour du nouveau budget; cela s'appelle la lutte des classes. Elle fait rage chaque jour. Et on a le sentiment que l'équipe au pouvoir agite d'autant plus le chiffon rouge des «*riches*» qu'elle cède en douce le terrain devant le capital. Car il s'agit bien de cela: qui va payer? Le capital ou le peuple? On est par exemple extrêmement étonné d'apprendre que l'imposition des 75% au-delà de 1 million d'euros de revenus ne va concerner que 1500 personnes... Les hyperfortunés ne seraient donc qu'une poignée? Allons donc! C'est que les plus malins – avec leurs armées d'experts – ont déjà pris leurs précautions: ils vont se payer en dividendes, qui échappent à ce système fiscal, dont la substance s'évapore au fil des semaines.

La générale en chef de l'offensive, madame Laurence Parisot, et ses bataillons du Medef, ne dort plus dans son lit: elle est sur le front jour et nuit. Hier attaque frontale, pour définir le fameux «*choc de compétitivité*» qu'elle appelle de ses vœux: il s'agit de libérer des dizaines de milliards des colonnes comptables des entreprises vers les budgets de la population française en général, et des salariés en particulier. On ne saurait être plus clair. Monsieur Ayrault, avec sa «*trajectoire de compétitivité*» (en somme la même chose, mais étalée dans le temps...), peut aller se rhabiller... Comme écrivait Karl Marx: «*Qui a porté sa propre peau au marché ne peut s'attendre qu'à une chose: être tanné!*»

Par Claude Cabanes

## Agenda

Réunion Indignés le lundi  
18H30

Réunions soutien aux Roms  
au nouveau campement  
le mardi 19h30 pique-nique  
ensemble sur le quai de Cha-  
voire pour montrer notre dé-  
termination à utiliser ce quai  
illégalement privatisé par  
quelques-uns



Jeudi 25 20H30 à La Turbine,  
film-débat «*Rêves de pou-  
sière*» sur l'accaparement  
des terres en Afrique animé  
par Survie 74.

### Dans le cadre de la Semaine de la Solidarité Internationale

l'association Echanges et Tiers Monde  
en partenariat avec Artisans du Monde

vous convie à partager la soirée  
RENCONTRE... FILM... DEBAT  
sur la question brûlante de l'accaparement des terres en Afrique

le film REVES DE POUSSIÈRE de Laurent Salgues  
sera projeté au cinéma La Turbine, jeudi 25 octobre à 20h30

Marc Reymond de l'association SURVIE 74  
spécialiste des questions de développement animera le débat.

Entre 2000 et 2010,  
les États et les entreprises  
se sont appropriés  
plus de 227 millions  
d'hectares de terres  
pour satisfaire  
leurs intérêts économiques  
et stratégiques ...



Retenez votre soirée !

Samedi 3 novembre 16H30  
place Tochon Annecy  
CERCLE DU SILENCE  
RESF-CDDA-CSSP

## Décès d'un nouveau-né : faire 100 km pour pouvoir accoucher est scandaleux

Un drame terrible a eu lieu entre Figeac et Brive. Faire 100 km pour avoir une maternité pour accoucher est scandaleux, c'est dramatique quand la mort est au rendez-vous. Ce décès aurait pu être évité. Il est le résultat de choix politiques graves. Fermer les services de proximité, les maternités amènent à des situations inacceptables.

Il y a urgence que le changement se traduise par l'arrêt immédiat des fermetures d'activité, des restructurations de services et d'établissement, d'une réorientation des choix politiques avec les moyens financiers.

Les Directeurs généraux des Agences régionales de santé, dans l'attente de leur suppression, doivent avoir de nouvelles orientations pour renforcer le service public de proximité. Il faut ré-ouvrir des maternités de proximité. Au-delà des discours, il faut des actes !

## Reconnaissance du 17 octobre 1961 : une victoire de l'anti-colonialisme (Pierre Laurent)

La reconnaissance officielle par François Hollande des massacres du 17 octobre 1961 réjouit tous ceux qui, comme les communistes, exigeaient la vérité depuis tant d'années. C'est une victoire de tous les militants anti-colonialistes et un coup porté à tous ceux qui cherchent aujourd'hui à réhabiliter les prétendus bienfaits de la colonisation.

Je défendrai mardi 23 devant le Sénat la proposition de résolution déposée par le groupe CRC en janvier dernier qui vise à officialiser par un vote au parlement la déclaration de François Hollande et décider la création d'un lieu de mémoire officielle.

Le crime d'État enfin reconnu, il doit maintenant s'accompagner de la dé-classification des archives pour que la vérité sur la responsabilité du pouvoir politique et du préfet de police de l'époque, Maurice Papon, puisse être totalement mise en lumière. Je souhaite que la majorité du Sénat se rassemble pour soutenir cette exigence dès mardi prochain.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, sénateur

## Florange : « Jouyet a perdu une occasion de fermer son bec »

A la question: « Est-ce que la Banque publique d'investissement devra sauver Florange ? » son futur dirigeant, M. Jouyet, a donc répondu « la BPI aura vocation à maintenir l'activité et non pas à aider les canards boiteux ». Voilà un commentaire particulièrement grave et inquiétant.

Quel mépris pour les salariés de Florange qui se battent depuis des mois pour sauver leur emploi et leur site qui, doit-on le redire ici, est tout à fait rentable. Le récent rapport commandé par Arnaud Montebourg l'atteste.

Cette sortie est finalement peu surprenante de la part de quelqu'un qui a déjà montré sa grande aptitude à se retrouver régulièrement du bon côté du manche. Un temps ministre d'ouverture de Nicolas Sarkozy voilà qu'aujourd'hui, à peine investi par François Hollande, il vole au secours de la Multinationale sidérurgique Mittal en reprenant ses arguments mensongers sur Florange.

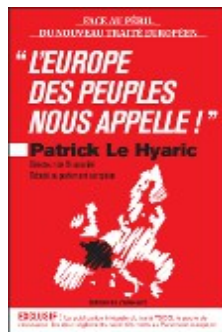
Le PCF condamne avec fermeté ces propos insultants et irresponsables à l'égard des salariés qui ont donné leur vie à leur entreprise et qui aujourd'hui sont à deux doigts de tout perdre. A parler de canard boiteux, Jouyet a cette fois perdu une occasion de fermer son bec.

### A lire

**L'Humain d'abord**, programme du Front de Gauche.

Demandez-le aux militants PCF : 2€.

Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité et député européen, décrypte les menaces du nouveau traité européen.



Présidentielle & législatives  
2012

Le programme  
du Front de  
GAUCHE

et de son candidat commun  
Jean-Luc Mélenchon

L'humain  
d'abord

## Mosquée de Poitiers : provocation lamentable et pleine de fiel

Le chantier de la future mosquée de Poitiers a été envahi ce samedi par un groupe se réclamant de l'extrême droite, Génération identitaire. Cette provocation stupide et pleine de fiel est inacceptable. Ce groupuscule doit être dissous et ses responsables poursuivis pour provocation à la haine raciale.

Cette provocation est la provocation de trop. Elle témoigne d'un sentiment d'impunité particulièrement grave dans l'extrême droite française. Il faut que les pouvoirs publics se ressaisissent au plus vite. Le récent appel à la délation par le ministre de l'Intérieur d'islamistes radicaux trouve là ses limites. Il donne des ailes à ceux qui veulent alimenter la haine religieuse dans notre pays.

## Communiqué de presse de la Fédération de la Vienne du PCF

**Occupation du chantier de la mosquée de Poitiers: Plutôt que la haine, l'Humain d'abord !**

Le coup médiatique du groupuscule d'extrême droite « génération identitaire » est une provocation autant haineuse qu'imbécile, qui cherche à exacerber toutes les tensions de la société, dans le seul but de semer la division et la haine. Ces jeunes gens, qui se prétendent « les vrais Français », insultent les fondements même de la République Française et de la cité poitevine, cimentés par le « vivre ensemble » et la tolérance.

Ce type de provocation rend un grand service aux réels responsables de la crise capitaliste actuelle en détournant l'attention des vrais problèmes.

Quand il y a des licenciements, ceux qui croient au ciel et ceux qui n'y croient pas se retrouvent côte à côte dans la même charrette. C'est en luttant ensemble, solidaires, que nous pourrons changer nos vies. Quant à ce groupuscule, il doit être dissous et ses responsables poursuivis pour incitation à la haine raciale.

## Reconnaissance du 17 octobre 1961 : une victoire de l'anti-colonialisme (Pierre Laurent)

La reconnaissance officielle par François Hollande des massacres du 17 octobre 1961 réjouit tous ceux qui, comme les communistes, exigeaient la vérité depuis tant d'années. C'est une victoire de tous les militants anticolonialistes et un coup porté à tous ceux qui cherchent aujourd'hui à réhabiliter les prétendus bienfaits de la colonisation.

Je défendrai mardi 23 devant le Sénat la proposition de résolution déposée par le groupe CRC en janvier dernier qui vise à officialiser par un vote au parlement la déclaration de François Hollande et décider la création d'un lieu de mémoire officielle.

Le crime d'État enfin reconnu, il doit maintenant s'accompagner de la dé-classification des archives pour que la vérité sur la responsabilité du pouvoir politique et du préfet de police de l'époque, Maurice Papon, puisse être totalement mise en lumière. Je souhaite que la majorité du Sénat se rassemble pour soutenir cette exigence dès mardi prochain.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, sénateur

## Terminator soutient Hollande : Un très mauvais film

Arnold Schwarzenegger, l'acteur US et ex-gouverneur républicain de Californie, vient d'apporter son soutien à la politique de rigueur de François Hollande. Terminator aime le Président français et son austérité budgétaire tout en précisant « la véritable crise que nos sociétés ont à affronter, c'est de ne pas savoir prendre les décisions qui s'imposent ».

François Hollande sera-t-il sensible aux encouragements de Conan le Barbare qui, durant son mandat à la tête de la Californie, a en effet tout détruit sur son passage ? « Schwarzy » en agent de communication de la politique gouvernementale : un bien mauvais film... On veut bien en changer avec, par exemple, « les raisins de la colère ». A voir et revoir...

## **La proposition de loi Brottes sur l'énergie est mauvaise dans son ensemble !**

Elle est le résultat d'une élaboration précipitée, sans consultation des associations, des usagers, des organisations syndicales, des partis politiques, des entreprises, etc... La procédure d'urgence est déclarée alors que la plupart des dispositions ne s'appliqueront que dans trois ans ! De plus, cette loi porte en elle des orientations structurantes de politique énergétique à l'aube du débat public qui va débiter prochainement. De qui se moque-t-on ?

Si le PCF partage la disposition introduite dans la loi sur l'élargissement des tarifs sociaux (certaines mesures peuvent être prises immédiatement par voie réglementaire) et l'interdiction des coupures, la méthode n'est pas la bonne. Cette disposition ne suffira pas pour que les communistes « avalent » tout le reste de la proposition de loi. C'est pour cela que nous proposons de traiter l'urgence (tarifs sociaux et interdiction des coupures) et pour le reste, nous proposons que cela soit débattu lors du débat public pour la transition énergétique, dont c'est précisément l'objet. Faire les conclusions avant un débat n'est pas un acte démocratique. N'en déplaise à son auteur, cette loi complètement axée sur l'électricité n'apportera pas de réponse efficace et immédiate aux budgets énergétiques de plus en plus lourds des ménages, notamment celui du gaz, en constante augmentation (+ de 60 % depuis 2005). Pourtant depuis cet été, c'est bien du prix du gaz et ses augmentations incessantes dont il est question dans les familles. Que fait en urgence le gouvernement à ce sujet ? N'y a-t-il pas lieu de constituer une commission pluraliste (élus, salariés, usagers, entreprises, organisations syndicales, associations, partis politiques) pour fixer en toute transparence les tarifs du gaz ? Avec un gel des tarifs le temps de la révision de la formule tarifaire : décision que peut prendre immédiatement le Premier ministre. Malheureusement rien n'est actuellement prévu.

Cette proposition de loi instaure une inégalité de traitement parmi les citoyens en prenant en compte le critère géographique mais pas celui de l'isolation par exemple dans le calcul du volume de base. L'électricité et le gaz sont des biens de première nécessité, tout le monde doit y avoir accès, au même tarif, quel que soit le lieu d'habitation. Aujourd'hui prendre comme prétexte le climat en avançant l'idée que des ménages, doivent se chauffer plus suivant l'endroit où ils se trouvent est dangereux car pourquoi pas demain pénaliser ceux qui habitent loin des moyens de production (propos que M. Brottes a déjà tenu dans certaines de ses nombreuses interviews) On est bien loin des notions de solidarité nationale qui ont guidé la mise en place du service public de l'électricité et du gaz. Le gouvernement s'obstine dans une mauvaise direction en voulant coûte que coûte tenir prématurément un engagement de F. Hollande avancé pendant la campagne présidentielle. Cette ferveur et cette obstination auraient été fort plus utiles en ce qui concerne la renégociation du TSCG ainsi que la loi sur l'interdiction des licenciements boursiers.

## **Alcatel-Lucent : empêcher ce Trafalgar social et industriel**

La Bourse avait anticipé hier le plan social du groupe Alcatel-Lucent. Avec une hausse de 5,35 % et de 7 % l'avant-veille, l'action connaissait les hausses les plus importantes du CAC 40. Après les 20 000 suppressions d'emplois de 2006, 5490 emplois supprimés dans le monde, 3300 en Europe dont 1430 en France, voilà ce qu'exigeaient les actionnaires. Ces vampires de la finance seront payés avec le sang des salariés de Alcatel-Lucent.

Depuis plusieurs mois, face à la dégringolade de l'action, le directeur général, Ben Verwaayen avait annoncé ce plan boursier pour rassurer les actionnaires en prenant des mesures contre ceux qui n'y sont pour rien : les salariés. Pour la France, c'est une coupe gigantesque de plus de 15% sur les 9000 personnes qu'emploie le groupe. 1430 salariés qui vont venir grossir le pôle emploi dans une semaine noire pour l'industrie avec Petroplus mardi. C'est la même logique mortifère qui frappe dans chaque territoire: les actionnaires veulent continuer à prélever une part de plus en plus importante de la plus-value industrielle pour maintenir leurs profits.

Le premier ministre, Jean Marc Ayrault au nom de l'État, doit prendre une initiative nationale à la mesure de ce Trafalgar social et industriel, avant qu'il ne soit trop tard ! Le PCF propose que des lois et des actes forts soient pris en extrême urgence pour stopper les plans de licenciements et garantir un avenir industriel à notre pays.

## **Percée des communistes tchèques (KSČM) aux élections sénatoriales et régionales !**

Les élections régionales et sénatoriales de ce week-end ont été marquées par une spectaculaire avancée des communistes (KSČM) qui ont obtenu 20% des suffrages au niveau national, leur score le plus élevé depuis la chute du communisme, en 1989

Percée des communistes tchèques (KSČM) aux élections sénatoriales et régionales !

La coalition de centre-droit du Premier ministre Petr Necas, partisan de la rigueur budgétaire, a subi une déroute aux élections régionales et au premier tour des sénatoriales tchèques, marquées par une large victoire de l'opposition sociale-démocrate CSSD et communiste KSČM.

Le CSSD, qui considère le scrutin régional comme une sorte de référendum sur les réformes d'austérité du gouvernement, s'est imposé dans 9 des 13 régions et le KSČM a gagné dans deux régions, selon les résultats communiqués par l'office national des statistiques (CSU), après le décompte de 99,9% des voix. Le parti ODS de Petr Necas a remporté une seule victoire, dans la région de Pilsen (ouest).

538.953 voix, 20,43% et 182 élus

Les grands vainqueurs des élections sont les communistes, même si la sociale démocratie arrive en tête, elle perd plus de 75 mandats régionaux (et 400.000 voix) là où les communistes en gagnent 68 (+100.000 voix). Le Président du comité central du Parti Communiste de Bohême-Moravie (KSČM), Vojtech Filip, se dit satisfait de ces résultats "C'est une large réussite, nous démontrons que le Parti communiste est perçu comme un parti moderne de gauche qui possède une vraie ligne, il est en mesure de faire face à la corruption en République tchèque et à résoudre les problèmes qui accompagnent la République tchèque".

Percée des communistes tchèques (KSČM) aux élections sénatoriales et régionales !

RÉSULTATS DÉTAILLÉS DES ÉLECTIONS RÉGIONALES TCHÈQUES :  
[http://www.editoweb.eu/nicolas\\_maury/Percee-des-communistes-tcheques-KS%C4%8CM-aux-elections-senatoriales-et-regionales-a5694.html](http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/Percee-des-communistes-tcheques-KS%C4%8CM-aux-elections-senatoriales-et-regionales-a5694.html)

## **Le PCF condamne l'agression israélienne contre le bateau Estelle en mission de solidarité**

Le Parti Communiste Français condamne l'agression militaire israélienne contre le bateau "Estelle", dans les eaux internationales, alors qu'il se dirigeait vers Gaza dans le cadre d'une mission humanitaire et de solidarité.

Ce bateau, avec à son bord, un équipage et des passagers de diverses nationalités européennes, et notamment des parlementaires a été agressé par un commando israélien lourdement armé en négation totale de toute légalité. Il a ensuite été détourné vers Israël. Une fois encore les dirigeants de Tel Aviv se permettent un véritable acte de piraterie maritime afin d'interdire par la force tout acte de soutien à la population de Gaza qui subit depuis plus de 6 ans un blocus inhumain et lui aussi totalement illégal.

Les autorités françaises et européennes doivent condamner clairement cette agression inacceptable et exiger du gouvernement israélien la libération immédiate des passagers et de l'équipage de l'Estelle et la restitution du Bateau. Il faut en finir avec l'impunité israélienne.

## Plan Hollande sur l'éducation : difficile de passer des intentions aux actes avec une politique d'austérité

François Hollande a exposé les grands axes de sa politique éducative. On ne peut que se féliciter de l'importance accordée à l'école et des objectifs ambitieux qui ont été affichés : non seulement lutter contre l'échec scolaire, mais bien assurer la réussite de tous et construire l'école de l'avenir. On se réjouit encore de voir le président reprendre à son compte des propositions portées depuis longtemps par les organisations syndicales : scolarité des moins de 3 ans, plus de maîtres que de classes en primaire... Et quand François Hollande affirme la nécessité d'une refondation de l'école, nous disons : chiche !

Mais que deviendront dans les faits ces propositions face aux exigences des marchés financiers ? Comment seront-elles mises en œuvre si la France est condamnée à l'austérité par la ratification du pacte budgétaire européen ? Le PCF, avec tous les acteurs de l'éducation et l'ensemble des citoyens, saura rester vigilant pour que les bonnes intentions ne tournent pas court.

L'idée que les devoirs des élèves doivent être pris en charge sur le temps scolaire a ainsi de quoi séduire : elle semble rompre avec le transfert des missions d'éducation du service public vers les familles et les collectivités locales. Elle va dans le sens de la prise en charge de l'ensemble des apprentissages nécessaires à la réussite des enfants par le service public d'éducation nationale... à condition que cette aide aux devoirs soit bien assurée par des enseignants sous statut de la fonction publique et sur leur temps de service, et non par des précaires ou des associatifs, payés par l'établissement ou la collectivité territoriale.

François Hollande répond à l'exigence d'un pré-recrutement des enseignants, permettant d'attirer plus de jeunes vers le métier et de leur assurer de bonnes conditions de formation, par des "emplois d'avenir professeurs" : des contrats de droit privés. Ces emplois vont obliger l'étudiant à travailler tout en finissant son master et en préparant son concours... Une mission impossible, qui ne peut que nuire à la formation. Déjà, l'ambition est sacrifiée aux exigences budgétaires. Déjà, le gouvernement remplace les grandes réformes par du bricolage, faute de vouloir y mettre les moyens nécessaires.

L'école a besoin de moyens nouveaux, mais tout n'est pas question de moyens. Et au-delà des difficultés budgétaires, le projet présenté par François Hollande a de quoi inquiéter. Pour enseigner des savoirs plus complexes à plus d'enfants, il faudra du temps. De ce point de vue, le retour annoncé à la semaine de 9 demi-journées est une bonne chose. Mais il ne

doit pas servir de prétexte à la réduction du temps scolaire, sous prétexte de rythmes. Nos enfants n'ont pas besoin de moins d'école, mais de plus et mieux d'école.

Si les objectifs affichent un désir de rupture avec les politiques libérales des années précédentes, les mesures proposées, elles, s'inscrivent dans la droite ligne des réformes de l'école menées ces 10 dernières années. Ainsi, comment peut-on assurer la réussite de tous si les objectifs ne sont pas les mêmes pour toute une génération d'élèves ? En maintenant la distinction entre un socle commun enseignable à tous dans le cadre de la scolarité obligatoire et des programmes plus ambitieux, réservés aux quelques-uns qui seront destinés aux études longues, le projet socialiste refuse de rompre avec l'école inégalitaire. C'est le maintien d'une école à deux vitesses.

Comment donner à tous un même accès aux savoirs, si la politique éducative est différente d'un territoire à l'autre ? Pour assurer la réussite de tous, il faut renforcer le cadre national du service public d'éducation et rompre avec toutes les mesures qui, sous couvert d'autonomie, ont mis les établissements et les territoires en concurrence les uns avec les autres. Au contraire, François Hollande propose de transférer toujours plus de compétences et de dépenses vers les collectivités territoriales ! Ce serait ainsi aux régions de prendre en main la carte des formations professionnelles et le service public de l'orientation. Ce serait encore aux collectivités territoriales d'assurer l'accès des élèves à des activités périscolaires après la fin d'une journée de cours raccourcie. Ces mesures vont à l'encontre de l'objectif affiché de luttés contre les inégalités et s'inscrivent dans la continuité de la construction d'une école de la concurrence.

Depuis des années, nous nous battons contre la refondation libérale de l'école, qui fait régner la concurrence, aggrave les inégalités et divise les salariés et les citoyens de demain. François Hollande et le gouvernement doivent avoir le courage de rompre avec cette politique. C'est urgent ! Le PCF continuera à travailler à la construction d'une école qui répond à l'aspiration du peuple et aux besoins de l'avenir : une école de l'émancipation et de l'égalité, transmettant à tous une culture commune ambitieuse et donnant à chacun les moyens de maîtriser les choix individuels et collectifs auquel il sera confronté. Il appelle tous les acteurs de l'éducation, tous les salariés, tous les citoyens à travailler à l'élaboration d'un projet progressiste pour l'école et à se mobiliser pour l'imposer.

## Colombie: Le PCF soutient le dialogue pour la paix

Les délégations des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et du gouvernement du président Juan Manuel Santos se sont rencontrés à Oslo pour l'installation du dialogue qui devra conduire à la paix en Colombie après un demi-siècle de conflit.

La paix est possible avec la reconnaissance du droit à la terre et le respect du droit des victimes à la réparation. Elle est possible si elle ne laisse aucune place à l'impunité et si les droits à la sécurité et à l'exercice de la démocratie sont garantis. Elle est possible si tout est entrepris pour faire reculer ceux qui seraient tentés de faire obstacle, ceux qui se sont enrichis par la violence contre le peuple colombien.

Le PCF soutient ce processus de dialogue. Il réaffirme sa solidarité avec le peuple colombien qui se mobilise en faveur de la paix, avec les progressistes et les démocrates qui agissent pour que l'espoir devienne réalité.

## Ratification du TSCG : "Une mauvaise action contre la démocratie et contre l'idée européenne."

La semaine dernière, lors de son intervention à la tribune de l'Assemblée nationale, le premier ministre avait fini par lâcher le morceau en reconnaissant que pas une seule ligne du traité budgétaire européen signé par Sarkozy et Merkel n'a été modifiée. Après des semaines bien peu glorieuses pour l'exécutif, embarqué dans une ratification sans débat, privant nos concitoyens et concitoyennes d'une juste information leur permettant de se forger leur propre opinion, sans la moindre prise en considération des propositions des forces progressistes (politiques, syndicales et associatives) mobilisées contre l'austérité, la ratification du TSCG ce jour à l'Assemblée nationale est une mauvaise action contre la démocratie et contre l'idée européenne. Triste spectacle. Avoir été élus sur la base du « changement, c'est maintenant! », pour se retrouver, cinq mois plus tard, au côté de la droite sur un sujet aussi essentiel et structurant, constitue une faute qui, tôt ou tard, aura un prix politique.

En s'opposant à cette ratification, les 17 députés PS qui n'ont pas oublié cette promesse ont fait le bon choix, celui du respect de la parole donnée. L'abstention de 14 députés de gauche souligne aussi un grand malaise car la vérité est têtue : l'austérité est en échec partout en Europe avec une flambée du chômage, une destruction massive des emplois, une aggravation des conditions de vie, une saignée des peuples pour satisfaire les marchés financiers.

Consulter les résultats du vote des députés par groupes politiques : [http://www.pcf.fr/sites/default/files/resultats\\_du\\_vote\\_des\\_deputes\\_0.pdf](http://www.pcf.fr/sites/default/files/resultats_du_vote_des_deputes_0.pdf)

## **Nobel de la Paix à l'UE : « Est-ce de l'humour noir? » (Pierre Laurent)**

Le Comité a décidé d'attribuer le Prix Nobel de la Paix à l'Union Européenne. Est-ce de l'humour noir?

L'UE n'est pas une force de paix internationale, elle a même été, avec ses pays membres et l'OTAN, actrice des conflits internationaux majeurs de la période. En son sein, qu'a-t-elle fait pour aider Chypre, face à l'occupation illégale du nord de l'île par la Turquie? Frontex et les murs de l'Europe forteresse respecteraient les droits de l'Homme?

Enfin, la concurrence, l'austérité et les confiscations de souveraineté - illustrées aujourd'hui par le Traité budgétaire - conduisent à de nouvelles divisions des peuples, à leur appauvrissement et au désespoir. Nous savons - c'est l'histoire de l'Europe - que cela peut mener au pire.

Il n'y a pas lieu de redorer le blason d'une construction européenne dont l'échec est cuisant.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF,

## **Malala : non à la terreur et à l'obscurantisme**

Au nom du Parti Communiste Français, je tiens à exprimer mon indignation vis-à-vis de l'acte barbare commis par les Talibans contre la jeune Malala.

Cette jeune adolescente de 14 ans se rendait à l'école, quand les terroristes l'ont volontairement prise pour cible, en voulant la tuer. Cette jeune fille défend depuis plusieurs années, les droits des femmes et la laïcité, en dénonçant la terreur perpétuée par les Talibans qui notamment ferment ou brûlent les écoles de filles. Malala a d'ailleurs reçu l'an dernier, de la part du gouvernement pakistanais, le premier Prix national pour la paix.

Un acte lâche, commis contre une jeune fille inoffensive mais aux idées offensives et qui dérange leur idéologie terroriste.

J'apporte toute ma solidarité à Malala, et espère que son état de santé va rapidement s'améliorer. En attendant, j'appelle tous les démocrates, tous les progressistes à lui apporter leur soutien en exigeant notamment qu'elle puisse bénéficier d'une protection contre les extrémistes qui ont réitéré leur menace de mort à son encontre.

Laurence Cohen, responsable PCF Droits des Femmes/Féminisme

## **Liban : « des actes terroristes injustifiables »**

Le Parti Communiste Français exprime son émotion et sa condamnation après l'attentat meurtrier et dévastateur qui a frappé Beyrouth. Quels que soient les auteurs et les desseins politiques de ce crime épouvantable, de tels actes terroristes sont injustifiables.

Cet attentat suscite une grande et légitime inquiétude pour le Liban lui-même, pour les Libanais-e-s, pour la paix civile dans ce pays dont la déstabilisation pourrait avoir des conséquences catastrophiques. L'exigence de la responsabilité s'impose à tous les acteurs de la vie politique libanaise.

## **Merkel/Grèce : « sa visite et ses propos pseudo-compassionnels sont une provocation »**

Angela Merkel se rend aujourd'hui en Grèce pour « dire aux Grecs qu'elle n'envisage pas leur sortie de la zone euro ». Voilà un geste qui en dit long sur sa vision des rapports entre les pays de l'UE et sur la place dominante qu'y occupe l'Allemagne. Alors qu'elle supervise depuis des mois la saignée du peuple grec pour nourrir les vampires de la finance, cette visite et ses propos pseudo-compassionnels constituent une provocation.

Le gouvernement grec a décidé d'interdire la manifestation et de déployer 7000 policiers anti-émeute ainsi que 2 hélicoptères et 4 canons à eau. Entre les provocations de la Chancelière et le dispositif de répression déjà en place, on peut se demander si l'objectif est réellement « la sécurité et la non perturbation des activités sociaux-économiques de la ville ».

Tenter d'étouffer un mouvement de résistance et brider la société grecque est une stratégie suicidaire. Il est tout à fait sain que les forces vives de la Grèce réagissent et décident de se mobiliser. C'est une question de dignité.

## **Technicolor doit payer !**

Les salariées de Technicolor, mise en liquidation judiciaire ont manifesté de la Bourse du Travail au site de leur entreprise. Elles qui ont enrichi Thompson et Technicolor pendant 30 ans en donnant leur sueur et leur vie pour fabriquer des télévisions et des magnétoscopes à la France entière. Elles vont être licenciées dans quelques jours, sous le régime des AGS.

Ce groupe Technicolor, dont le PDG Frédéric Rose s'est octroyé une augmentation de 90% de salaire en 2010 pour atteindre la somme astronomique de 2,3 millions d'euros, a annoncé mardi 16 octobre en CCE aux délégués syndicaux que sa filiale d'Angers ne pouvait assurer des primes supra légales de licenciement, faute de liquidités ! Les salariées sont sorties révoltées par un tel mépris et une telle injustice.

Ce 17 octobre, lors de la journée internationale du refus de la misère, les salariées ont manifesté et baptisé cette journée : journée internationale du refus de la galère. Technicolor doit payer, ont-elles scandé dans les rues d'Angers. L'intersyndicale a assigné au TGI de Nanterre le groupe Technicolor pour l'obliger à assumer financièrement les 351 licenciements, en tant que coemployeur.

Éric Corbeaux pour le PCF et le Front des Luttes, Alain Pagano pour la Fédération du Maine et Loire ont participé et apporté leur soutien à la lutte.

## **Liquidation Petroplus : « consternation pour les familles et l'industrie française »**

La liquidation de Petroplus vient d'être prononcée. Il est parfaitement inacceptable que ce soit les tribunaux de commerce qui décident de l'avenir de nos industries.

Jean Marc Ayrault qui a pourtant déclaré hier à Nantes qu'il refusait le déclin industriel de la France a une fois encore, avec Petroplus, l'occasion de passer des paroles aux actes.

Avec cette décision, le tribunal de commerce de Rouen vient de plonger dans la consternation les 550 salariés de Petroplus et les 2000 familles qui vivaient grâce à l'activité de la raffinerie, depuis plus de 80 ans.

« Mémé », nom affectueux donné par les ouvriers à leur usine qui a fait travailler trois générations de salariés, n'aura pas survécu au coup de poignard des compagnies pétrolières qui préfèrent raffiner à moindre coût en Arabie Saoudite, sacrifiant ainsi humains et écologie au seul profit du fric.

Depuis 10 mois les salariés et l'intersyndicale ont démontré par leurs compétences que l'entreprise était viable et rentable. Ils avaient, avec un repreneur sérieux soutenu par les collectivités locales, déposé un dossier de reprise d'activité. Le tribunal de commerce en a décidé autrement il y a quelques minutes, en liquidant sous la pression des compagnies pétrolières.

Le bilan est lourd pour l'industrie française, après Sodimedical, Florange, Technicolor et toutes les PME-TPE qui déposent le bilan en effet domino.

Petroplus, une des dernières raffineries françaises ne doit pas fermer. L'État doit intervenir, y compris en reprenant la main sur l'outil industriel, en nationalisant avec de nouveaux droits d'intervention pour les salariés et les citoyens. Face aux discours improductifs, il faut des actes politiques forts et courageux pour sauver et garantir un avenir à notre industrie.

Éric Corbeaux, responsable « des luttes » au PCF et animateur du « Front de lutte » (FDG)

## **Vite un stage pour Fleur Pellerin dans une PME pour découvrir la lutte des classes**

Ministre déléguée aux PME et à l'innovation, Fleur Pellerin nous apprend bien des choses dans l'édition du jour du "Parisien", notamment que dans les entreprises de moins de 250 salariés, la lutte des classes a disparu. Toutes celles et ceux, engagés dans des combats âpres pour le maintien de l'activité, les salaires et les conditions de travail, apprécieront ce propos bien ancré à gauche. Alors que le patronat, déguisé en "pigeons" ou à visage découvert dans les négociations en cours sur la compétitivité, mène sans frilosité aucune le combat de classe, nous conseillons à la Ministre un stage d'immersion dans les PME où les salariés sont en lutte aujourd'hui pour y découvrir certaines réalités.

# Valls infernale

**Et si on parlait de sécurité autrement qu'en stigmatisant des populations ?**

Depuis 10 ans, nous assistons à un glissement dans le débat sécuritaire, brouillant les attentes légitimes des citoyens en matière de sécurité et la stigmatisation de certaines populations, religions rendues coupables de tous les actes délictueux. Pouvoirs et médias entretiennent la confusion entre religion et terrorisme. La lutte contre le terrorisme est ainsi devenue la lutte contre les musulmans.

La sécurité a été le « dada » d'une droite irresponsable, utilisant les inégalités d'une société malade pour attiser la haine, installer un climat d'affrontement identitaire et instaurer la peur. Par son discours décomplexé, elle a choisi de ne pas résoudre les problèmes en désignant des boucs émissaires de l'insécurité en France : pauvres, étrangers, jeunes non conformes...

Sarkozy a empoisonné la sécurité avec sa loi LOPPSI 2 (peines plancher aux primo délinquants, systématisation des fichages, comparution immédiate des mineurs, déchéance de nationalité...) et a réduit le rôle de la Police nationale à la répression en oubliant la prévention et la dissuasion. A cela s'ajoute la Révision générale des politiques publiques (RGPP) qui a réduit les effectifs : 12 000 postes de policiers et gendarmes ont été supprimés ces 5 dernières années.



**Le changement, on l'attend...**

Malheureusement, il semblerait que Manuel Valls mette ses pas dans ceux de Claude Guéant.

Le démantèlement des camps de Roms à Marseille par les habitants d'un quartier, s'accompagne d'un climat délétère instauré par un Manuel Valls encourageant ces pratiques. Ce n'est pas digne de celui dont la fonction principale est d'être le garant de l'ordre républicain et cela ne règle rien au problème dans la durée.

Le ministre de l'intérieur ne prend pas trop de risques en maintenant sa politique dans le chemin qu'a tracé la droite. En refusant la mise en place d'un récépissé anonyme il accepte l'arbitraire des contrôles d'identité qui entretiennent les discriminations et discréditent l'intervention policière.

**La sécurité est un droit universel pour tous**

Parler de sécurité ne signifie pas s'arrêter aux derniers chiffres de la délinquance. Cela implique une réflexion intégrant des facteurs urbains, économiques, sociaux. Ce n'est pas par hasard s'il y a plus de violence là où la misère est plus grande !

La sécurité passera donc par une politique de l'emploi, des aides sociales, un dialogue renoué entre les forces de l'ordre et les citoyens, un maillage associatif important...

Il est indispensable de redonner toute sa place à une police de proximité impliquée au quotidien dans les quartiers, capables de lier des liens avec les habitants, les services publics, les commerçants pour redonner une cohérence à l'action publique.



**AUX ACTES CITOYENS!**

**JE REJOINS LE PCF**

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :